

La primaire socialiste a-t-elle posé les bons enjeux ?

13/10/2011

LE PLUS. La primaire socialiste a accordé une large place au débat politique, avec trois discussions face caméra. Mais l'eurodéputée et membre des [Décrypteurs 2012](#) Sylvie Goulard émet quelques doutes sur les thèmes abordés.

*

Comment l'esprit (démocratique) vient aux filles et aux garçons

.....

L'expérience de la primaire a incontestablement répondu à l'attente de citoyens de plus en plus méfiants à l'égard des partis. Un dialogue public a été possible entre les postulants. De nombreux électeurs se sont déplacés. La procédure est un succès.

Mais pour juger s'il s'agit d'un progrès de la démocratie, encore faut-il se poser la question du fond. La primaire a-t-elle fait naître un débat à la hauteur des enjeux du moment ? Ce n'est pas sûr.

Laurent Joffrin [a très bien décrit](#) le danger consistant à faire des promesses qui ne seront pas tenues. La référence à Guy Mollet est particulièrement pertinente car c'est lui qui, en signant le traité de Rome, a fait franchir à notre pays une étape majeure. Quel que soit le vainqueur de la primaire socialiste, quelles que soient les promesses faites pour attirer les électeurs, le futur président de la République agira dans un cadre contraint.

Nous vivons une crise systémique, un de ces moments où le débat public est plus important que jamais mais où il doit aussi être plus rigoureux que d'ordinaire. Il y aurait beaucoup à dire sur l'aveuglement des dirigeants nationaux et européens, sur les abus des marchés financiers, sur les erreurs des agences de notation et des banquiers. Mais l'urgence est de contenir la crise de la dette souveraine dans la zone euro.

L'urgence est de faire preuve de la solidarité que nous réclamons des autres Européens.

Au moment où la gauche française se passionnait pour la primaire, le pays sur lequel repose en grande partie la crédibilité de l'euro, l'Allemagne, adoptait avec une majorité de 80 %, socialistes et Verts inclus, [l'extension du Fonds Européen de Stabilité Financière](#) qui sert à aider les pays en difficulté. Au Parlement français, la gauche n'a pas donné de tels gages. Elle s'est abstenue. Ces mesures ne suffisent pas, nous le savons bien, vu l'aggravation de la crise, mais la perpétuation de ce fonds est une étape indispensable si nous ne voulons pas que la situation échappe à tout contrôle.

Dans ce contexte, prôner la "démondialisation" est un non sens. D'abord parce que la France s'est toujours grandie d'être ouverte au monde et de défendre des valeurs universelles.

La plupart des pays émergents perçoivent d'ailleurs notre volonté d'entraver la mondialisation comme une ultime tentative des Occidentaux de conserver leur hégémonie. Un programme si radical risque de les braquer contre nous au moment même où, naturellement, il faut combattre les effets néfastes de la mondialisation (pauvreté, prédation environnementale et financière). Ensuite parce que des milliers d'emplois, en France, dépendent de nos exportations. Les salariés d'Airbus ou de tant d'entreprises agro-alimentaires ou du secteur du luxe le savent bien. Enfin, parce que nos partenaires européens, même les plus proches ne nous suivront pas dans une approche qui revient à détruire le fondement de leur prospérité et donc... toute chance de solidarité européenne.

L'Allemagne mais aussi les pays nordiques ou encore l'Autriche ou les Pays-Bas ont réussi à restaurer la compétitivité sans sacrifier leurs ambitions sociales et environnementales. Les Allemands souffraient il y a dix ans d'un important déficit de compétitivité. A partir d'une analyse sans complaisance des défaillances du *Standard Deutschland* ("l'Allemagne comme lieu de production") et avec l'appui des partenaires sociaux, les autorités allemandes ont regagné le terrain perdu sur les marchés mondiaux. Le chômage a été réduit, les finances publiques sont en voie de redressement.

Pouvons-nous sérieusement penser que tous ces partenaires vont revenir sur ce travail courageux, fructueux, pour faire plaisir à des Français qui ne se sont pas donné ce mal ? Pouvons-nous éternellement prôner le volontarisme politique pour pallier nos insuffisances économiques ?

Si la situation n'était pas si grave, mieux vaudrait en rire. Et souligner, avec un peu d'humour qu'après tout, la place excessive donnée à la "démondialisation" a surtout tenu à un improbable concours de circonstances mondial, lié à rencontre fortuite entre le directeur général du Fonds Monétaire International et d'une femme de chambre africaine immigrée aux États-Unis...